



La Porte du Hainaut
Communauté d'Agglomération

Rapport d'orientations budgétaires 2022



2022: un budget de transition tant pour l'Etat que pour la CAPH

Niveau national

Des mesures d'urgence pour amortir les effets de la crise sanitaire et soutenir l'économie à l'arrêt

Une crise sanitaire gérée qui permet une reprise complexe de l'activité, soutenue par un plan de relance

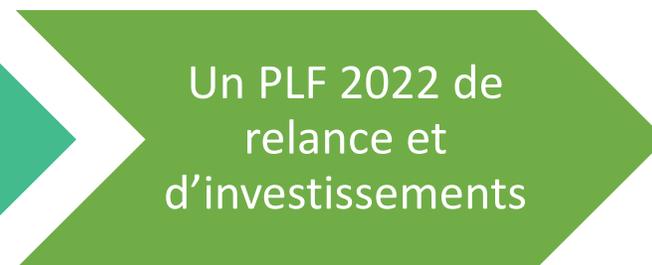
Une relance soutenue par un rebond de l'économie et une prise de conscience écologique et souveraine mais des comptes dégradés



Un PLF 2020 d'urgence



Un PLF 2021 d'urgence et de relance



Un PLF 2022 de relance et d'investissements

La Porte du Hainaut

Un fort soutien aux acteurs économiques du territoire en période de renouvellement du conseil communautaire

Un nouveau mandat installé et l'élaboration des feuilles de route et des outils de gouvernance dans un contexte sanitaire et économique encore incertain

Un budget qui a résisté et qui doit concilier coûts partis et nouvelle dynamique pour demain

L'année 2021 pour La Porte du Hainaut: entre reprise et mise en œuvre des feuilles de route programmatiques

Un budget 2021 qui traduit les effets du pacte de solidarité et du projet d'administration

Des recettes peu dynamiques entre crise sanitaire et réformes fiscales

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	112 158 578	139 536 052
Investissement	49 446 374	33 334 866
TOTAUX	161 604 952	172 870 918

Une reprise de l'investissement relativement à 2020, entre gestion des coûts partis et lancement du nouveau PPI

Des opérations de recettes qui se dénouent en 2021 avec la fin d'opérations d'aménagement

Taux d'épargne 2021 : 19,5 %

Capacité de désendettement 2021 : 3,5 années

Des tendances

Des recettes atones et qui dépendent de plus en plus de la capacité financière de l'Etat (compensations) ou de la croissance (fraction de TVA)

Un pouvoir fiscal érodé

Des financements de l'Etat axés sur ses propres priorités

Mais un marché financier qui affiche des taux encore bas



Un programme ambitieux d'investissement pour le territoire et des coûts partis à financer

Une qualité élevée de service public et leur accessibilité à garantir

Des enjeux en matière de transition écologique à prendre en compte

Un endettement à maîtriser et à piloter

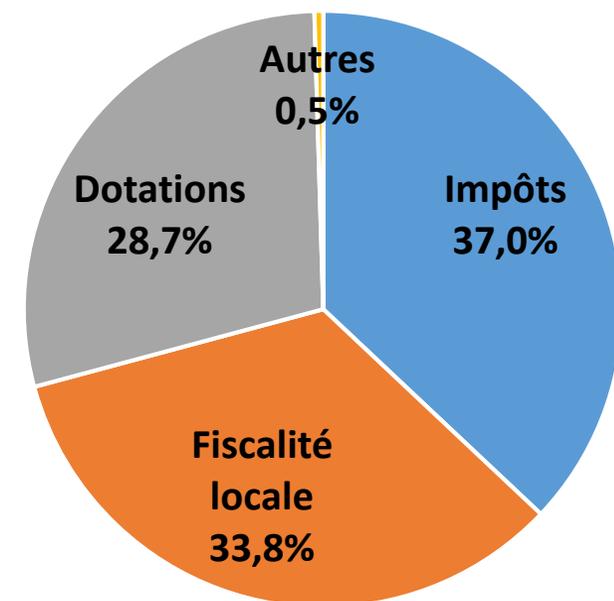
La clé de la santé financière à long terme des collectivités et de leurs groupements se situe aujourd'hui dans la maîtrise d'un bon niveau d'autofinancement qui permettra de rembourser la dette passée et d'anticiper les niveaux d'endettement et d'investissement futurs

Recettes de fonctionnement 2022: entre revalorisation des bases d'un panier fiscal fragilisé et diminution de la DGF (9,4 M€)

Nature	Libellé	BP 2021	BP provisoire 2022	BP 2021 / BPP 2022
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		139 103 471,00	140 585 244,00	1,07%
R013	Atténuations de charges	191 275,00	185 000,00	-3,28%
R70	Produits du domaine	429 259,00	449 078,00	4,62%
R73	Impôts et taxes	51 593 734,00	52 014 599,00	0,82%
R731	Fiscalité locale (TH/FNB/CET/TASCOM/IFER)	46 373 899,00	47 401 221,00	2,22%
R74	Dotations et participations	40 244 330,00	40 318 093,00	0,18%
R75	Autres produits de gestion courante	259 538,00	206 253,00	-20,53%
R76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00 %
R77	Produits spécifiques	11 436,00	11 000,00	-3,81%

- **Fiscalité « ménages »**: pas de hausse des taux en 2022 mais un effet base de 3% en 2022 et un produit de 31 M€ (+ 2,98%)
- **Fiscalité économique**: Un panier fiscal réformé qui pèse sur le dynamisme des produits => 28,7 M€ (+ 1,5%)
- **DCRTP et FNGIR 2022**: une stabilité ancrée depuis plusieurs années
- **Une compensation liée à la réforme de CFE** corrélée à la variation des bases

Recettes 2022 - Fonctionnement



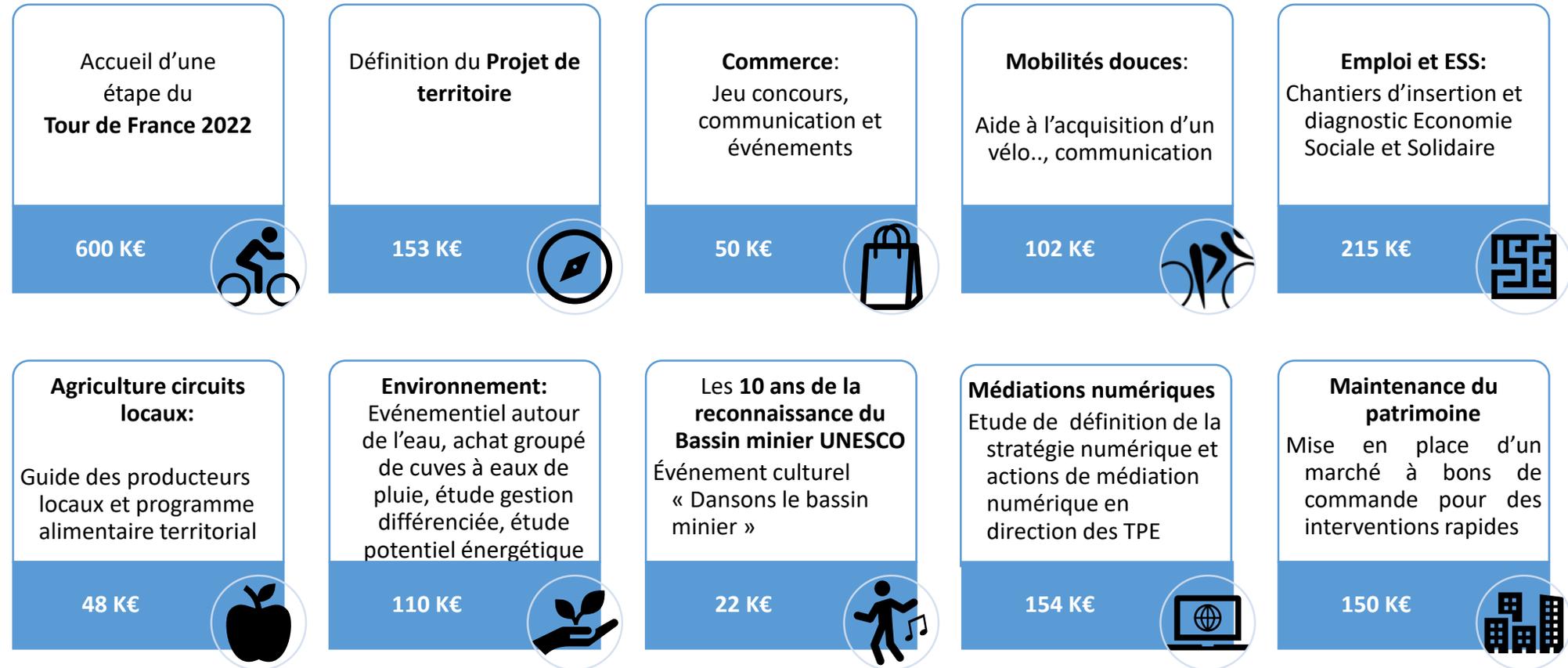
Les dépenses de fonctionnement 2022 comme traduction du pacte de solidarité, projet d'administration et projet politique

Nature	Libellé	BP 2021	BP provisoire 2022	BP 2021 / BPP 2022
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		110 596 001,00	111 648 620,68	0,95%
D011	Charges à caractère général	7 373 253,00	8 367 832,00	13,49%
D012	Dépenses de personnel	11 991 423,00	12 833 800,00	7,02%
D014	Atténuations de produits	45 173 379,00	43 553 837,00	-3,59%
D65	Autres charges de gestion courante	44 142 946,00	45 222 538,68	2,45%
D66	Charges financières	1 915 000,00	1 650 613,00	-13,81%
D67	Charges spécifiques	0,00	20 000,00	

- Des dépenses de gestion courantes en hausse du fait de la reprise à la « normale » de certaines activités, de la mise en œuvre du programme de mandat (études, recrutements,..) et de l'accueil d'une étape du Tour de France
- Des contributions versées en croissance du fait de la hausse de 1,1% en matière d'incendie et de secours et de 12% en matière de gestion des déchets
- Des charges financières qui bénéficient encore de conditions favorables

Les opérations nouvelles en fonctionnement

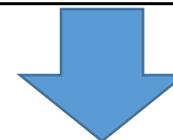
Inscrites pour partie ou dans leur totalité au budget 2022, ces nouveaux projets ou opérations totalisent 2,03 M€ et concernent de multiples politiques publiques, au profit du territoire et de ses habitants.



Dépenses d'investissement 2022 entre gages du passé et nouveaux projets

Nature	Libellé	BP 2021	BP provisoire 2022	BP 2021 / BPP 2022
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		64 493 736,00	62 041 768,00	-3,80%
D16	Emprunts et dettes	10 000 000,00	10 182 705,00	1,83%
D20	Immobilisations incorporelles	1 643 712,00	740 000,00	-54,98%
D204	Subventions d'investissement versées	16 289 176,00	20 055 375,00	23,12%
D21	Immobilisations corporelles	6 165 191,00	3 310 350,00	-46,31%
D23	Immobilisations en cours	14 981 605,00	20 372 163,00	35,98%
D27	Autres immobilisations financières	332 134,00	300 075,00	-9,65%
D45	Opérations pour compte de tiers	14 937 588,00	7 081 100,00	-52,60%

+25% relativement au CA prévisionnel 2021

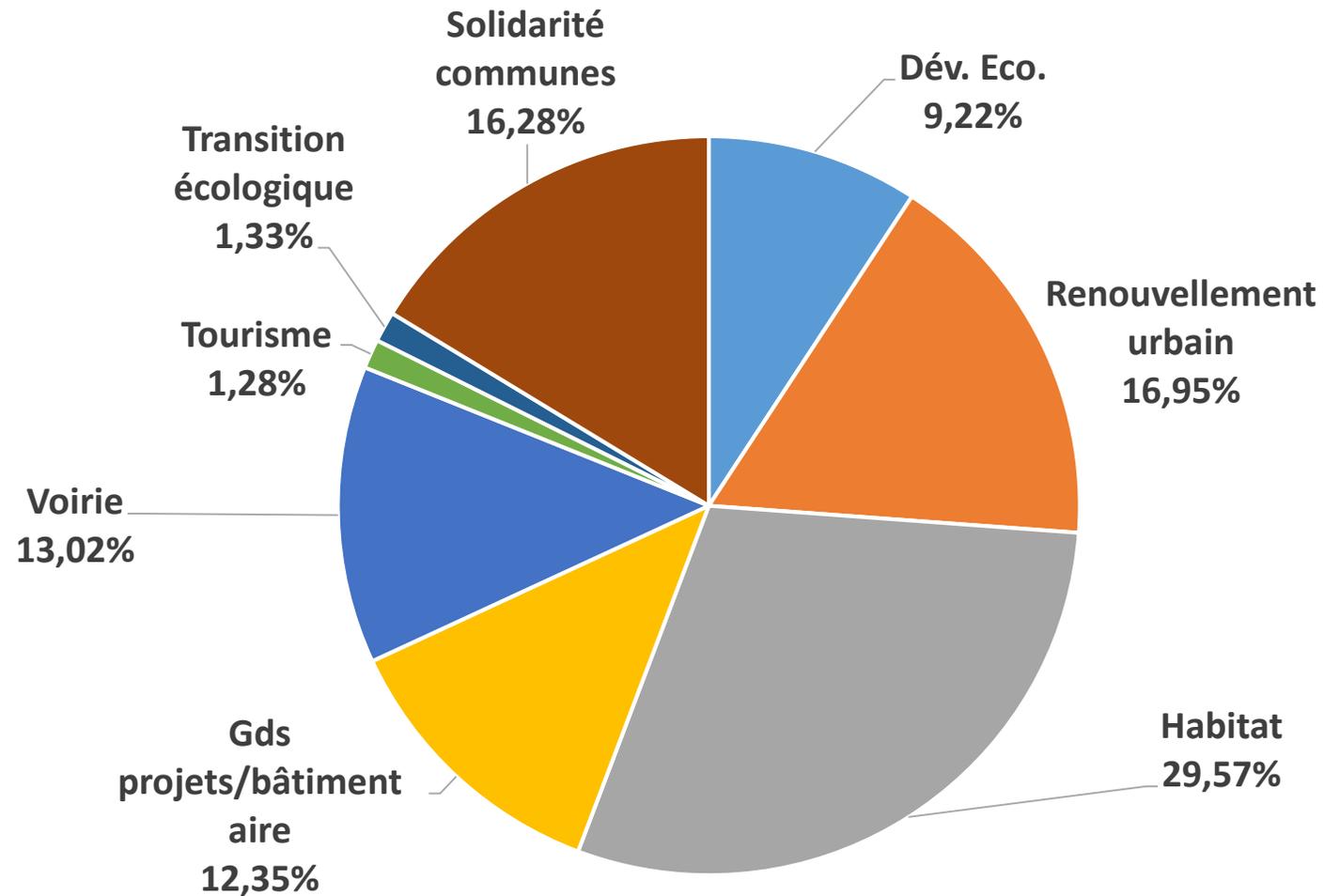


Dont 43 M€ au titre du PPI 2021/2026

**PPI
2021/2026**

OPERATIONS A FINANCER	TOTAL OPERATION	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
TOTAL OPERATIONS INSCRITES AU PPI	324 731 932	27 986 290	43 117 588	54 042 528	50 263 981	41 442 164	34 842 573
En ROUGE figurent les opérations nouvelles	TOTAL PPI 2021/2026	251 695 124					
Coûts partis	89 039 574	22 010 851	16 854 000	14 113 751	11 623 737	5 760 000	7 551 500
Dépenses nouvelles et récurrentes	235 692 358	5 975 439	26 263 588	39 928 777	38 640 244	35 682 164	27 291 073

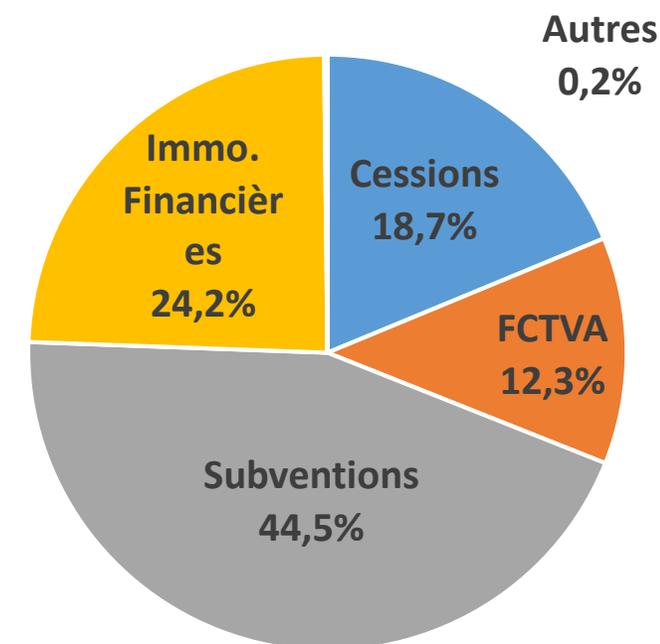
Le PPI 2020/2026 par politique



Recettes d'investissement hors emprunt entre fin des opérations en cours et démarrage du programme de mandat

Nature	Libellé	BP 2021	BP provisoire 2022	BP 2021 / BPP 2022
RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors emprunt)		18 809 727,00	12 191 772,00	-35,18%
R024	Cessions	5 847 689,00	2 284 709,00	-60,93%
R10	Dotations	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00%
R13	Subventions d'équipement reçues	4 891 501,00	3 520 569,00	-28,03%
R204	Trop perçu s/ subventions d'investissement	2 058,00	11 632,00	465,21%
R23	Immobilisations en cours	0,00	10 000,00	
R27	Autres immobilisations financières	4 188 679,00	2 956 341,00	-29,42%
R45	Opérations pour compte de tiers	2 379 800,00	1 908 521,00	-19,80%

Recettes 2022 Investissement



- Fin des travaux sur les centres aquatiques, les églises.. => soldes de subventions et/ou remboursement des parts communales
- Cessions de terrains aménagés => produits de cessions, remboursements d'avances des budgets annexes aménagement de zones

Les Epargnes prévisionnelles 2022 et évolution relativement au BP 2021

EPARGNE DE GESTION : 30 596 236 € (+ 1,3%)

EPARGNE BRUTE : 28 936 623 € (+ 2,3%)

EPARGNE NETTE : 18 753 918 € (+ 1,4%)



Un autofinancement de 18,7 M€
des investissements.

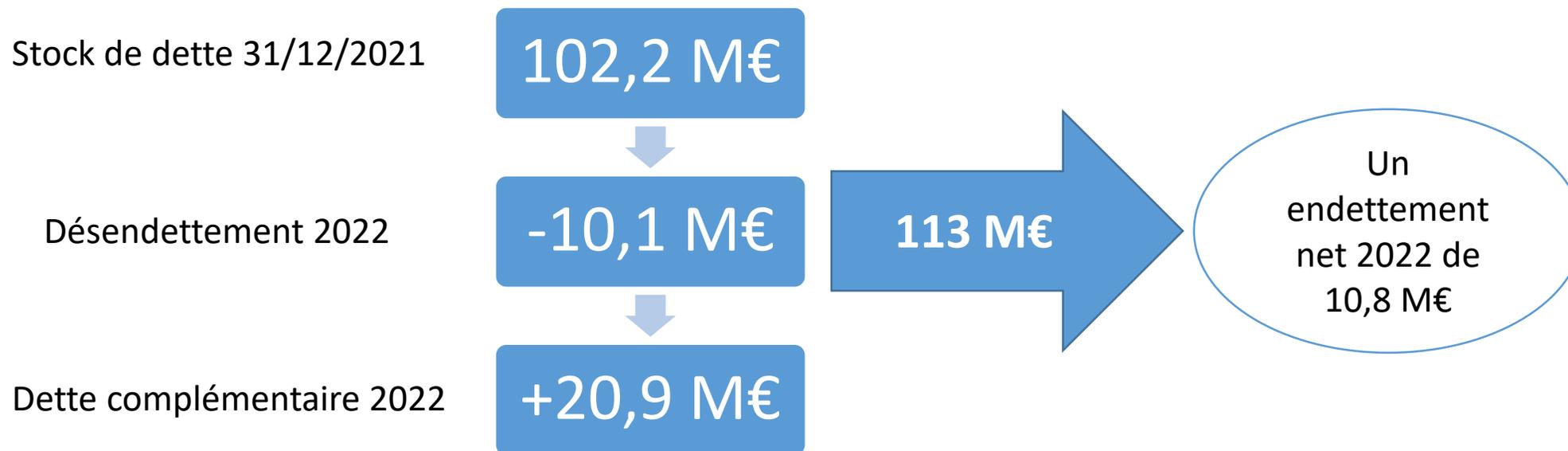
L'épargne brute représente
20,5% des recettes de
fonctionnement.

Le besoin d'emprunt prévisionnel pour 2022

EN EUROS	DEPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	111 648 620	140 585 244
EPARGNE BRUTE	28 936 624	
EPARGNE NETTE	18 753 919	
SECTION D'INVESTISSEMENT	62 041 768	12 191 772
TOTAUX	173 690 388	152 777 016

Capacité de désendettement 2022 prévisionnelle
3,9 années

emprunt d'équilibre 20 913 372 €



Perspectives Les thèmes cruciaux pour l'après-crise



Compétences

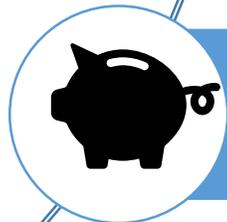
la question des transferts de compétences



la question des dotations, des compensations fiscales et de la péréquation



la question de l'encadrement des finances locales



La question de l'épargne et de la soutenabilité du PPI